



Commission des Forêts d'Afrique Centrale

*Une dimension régionale pour la conservation
et la gestion durable des écosystèmes forestiers*

Rapport Annuel

2013





La COMIFAC, Commission des Forêts d'Afrique Centrale est une organisation internationale reconnue pour son rôle dans l'intégration sous-régionale en matière de conservation et de gestion durable et concertée des écosystèmes forestiers. Elle fait partie des institutions à l'échelle planétaire qui œuvrent pour la promotion du droit des peuples à compter sur les ressources forestières pour soutenir leurs efforts de développement économique et social.

La COMIFAC est née de la matérialisation des engagements souscrits en mars 1999 dans la « Déclaration de Yaoundé » par les Chefs d'Etat d'Afrique Centrale. Elle regroupe en son sein dix pays membres de la sous-région partageant un héritage naturel commun. L'institution s'investit pour que la voix de l'Afrique Centrale soit mieux entendue et ses positions défendues sur les tribunes où les questions forestières et environnementales sont débattues.

La COMIFAC agit également au quotidien afin que les pays de l'Afrique Centrale se dotent et mettent en œuvre des politiques forestières et environnementales harmonisées en vue de la conservation et de la gestion durable des ressources forestières.

Notre vision

Les Etats d'Afrique Centrale gèrent durablement et d'une manière concertée leurs ressources forestières pour le bien-être de leurs populations, pour la conservation de la diversité biologique et pour la sauvegarde de l'environnement mondial.

Notre mandat

Orienter, harmoniser et suivre les politiques forestières et environnementales d'Afrique Centrale.



Sommaire

5 Message du Président en exercice de la COMIFAC

6 Les priorités de la COMIFAC : Nos domaines d'intervention en 2013

8 Les pays membres et les partenaires nous font de plus en plus confiance

Notre travail en 2013

11 + Œuvrer pour la mise en œuvre transparente et efficace du Plan de convergence

13 + Communication et concertation: au centre de nos stratégies d'intervention

19 + Dialogue international : faire participer un plus grand nombre d'acteurs à la prise de décision

21 + Coordination de la mise en œuvre du Plan de convergence : pour une meilleure synergie des actions

26 + Assurer la mise en œuvre effective des décisions prises par les instances statutaires

28 **Partenariats** : Ceux qui nous soutiennent

31 **La COMIFAC en chiffres** : Bilan de nos réalisations en 2013 - Nos finances

34 **Ressources humaines** : Administration et équipe COMIFAC



Secrétariat Exécutif

Tél: +237 22 21 35 11

Fax: +237 22 21 35 12

BP 20818 Yaoundé Cameroun

Email: comifac@comifac.org

Site web: www.comifac.org



Message du Président en exercice de la COMIFAC

Chaque année qui s'écoule charrie avec elle son lot de problèmes engendrés par la désertification et les changements climatiques. Les sols se dégradent davantage, la productivité des ressources naturelles est impactée du fait de l'avancée du désert et des aléas liés au réchauffement du climat, le Lac Tchad à cause de sa diminution progressive voit sa productivité également réduite au fil des années.

Devant ces fléaux qui causent des dégâts parfois irréversibles avec des conséquences perceptibles sur le développement social et économique de nos pays, nous devons dans un élan de solidarité redoubler d'efforts et mieux coordonner nos interventions pour permettre aux populations d'Afrique Centrale de mieux s'adapter et d'améliorer leurs conditions de vie.

« Le processus de révision du Plan de convergence initié en 2010 a connu un coup d'accélérateur en 2013 avec pour souci majeur de doter la sous-région d'un Plan de convergence prenant en compte les priorités nationales et les thématiques émergentes. »

Il m'est agréable à cet effet de saluer la tenue en terre africaine de la onzième Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification à Windhoek en Namibie en septembre 2013. La forte mobilisation des pays de la sous-région accompagnés par la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC) témoigne de la solidarité de la sous-région à défendre ses positions communes lors des négociations sur cette problématique cruciale.

La COMIFAC cumule ainsi au fil des années de solides expériences dans le dialogue international, mais aussi en matière d'intégration sous-régionale pour la

conservation et l'utilisation durable des ressources forestières et fauniques. C'est fort de son mandat que le processus de révision du Plan de convergence initié en 2010 a connu un coup d'accélérateur en 2013 avec des consultations nationales et sous-régionales menées dans une approche participative, itérative et inclusive. Le souci principal ici est de doter la sous-région d'un Plan de convergence révisé qui prend en compte les priorités nationales et sous-régionales.

Pour sa part, la Présidence en exercice de la COMIFAC assurée par la République du Tchad, s'est déployée pour la mise en œuvre de sa feuille de route élaborée en début d'année 2013. Par ailleurs, le Secrétariat Exécutif de la COMIFAC a continué à assumer ses responsabilités de coordination d'une quinzaine de projets et programmes sous-régionaux parmi lesquels : le PACEBCo, les Projets REDD+, TRIDOM, MNV, etc.

Il est utile de relever que toutes ces actions et bien d'autres menées en 2013 l'ont été grâce aux contributions des pays membres et aux appuis multiformes des partenaires. A travers ce rapport, sont présentées les réalisations effectuées par la COMIFAC dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de Travail Annuel 2013 du Secrétariat Exécutif, et pour lequel le taux de réalisation de l'atteinte des résultats estimé à 70% est une illustration des bonnes performances enregistrées par la COMIFAC.

Ces performances ne sauraient tout de même éluder les difficultés récurrentes d'ordre financier, et celles liées à la faible capacité en ressources humaines que connaît l'institution.



MAHAMAT ISSA HALIKIMI

Ministre de l'Environnement et des Ressources Halieutiques du Tchad

Président en exercice de la COMIFAC

Les priorités de la COMIFAC

Pour assurer avec succès la mise en œuvre de son Plan de Travail Annuel 2013, le Secrétariat Exécutif s'est fixé pour cette année des priorités qui vont guider ses actions.

Ces priorités loin d'être les seuls domaines d'intervention font partie des principaux chantiers sur lesquels la COMIFAC concentre son action.

1 Organisation des réunions statutaires

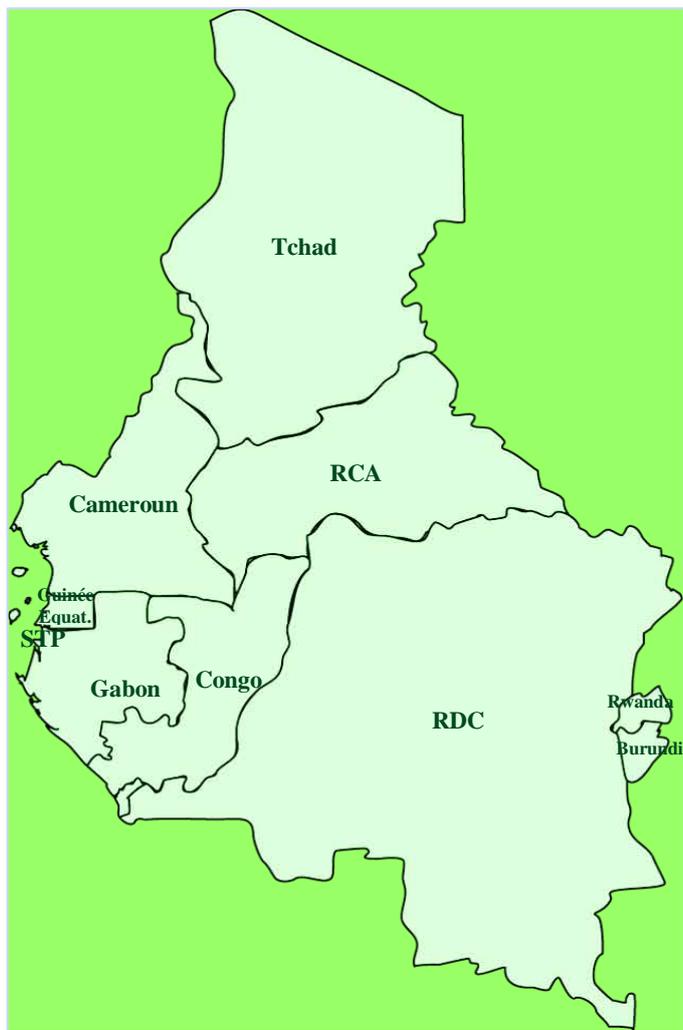
Le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement arrête les orientations de l'Organisation pour la mise en œuvre des engagements tels que définis à l'article 1 du Titre I du Traité. Le Secrétariat Exécutif s'active pour la tenue du troisième Sommet ainsi que la tenue régulière des réunions du Conseil des Ministres.

2 Poursuite de la révision du Plan de convergence

Démarré en 2010, le processus de révision du Plan de convergence de la COMIFAC s'est poursuivi avec pour finalité de doter la sous-région d'un plan d'action stratégique intégrant les thématiques émergentes et les priorités nationales.

3 Opérationnalisation du système de suivi-évaluation de la COMIFAC

Il s'agit pour la COMIFAC de développer son système de suivi-évaluation qui puisse renseigner en temps réel sur les performances de la mise en œuvre du Plan de convergence par toutes les parties prenantes.



4 Organisation des réunions des groupes de travail thématiques

Les points focaux nationaux des conventions internationales (Climat, Biodiversité, Lutte contre la désertification) se réunissent dans le cadre des groupes de travail pour préparer les pays aux négociations internationales et suivre la mise en œuvre de ces conventions respectives au niveau national.



7 Sensibilisation des pays sur les contributions égalitaires et le mécanisme de financement

La COMIFAC assure son fonctionnement grâce aux contributions égalitaires des pays membres. L'institution s'est dotée d'un mécanisme de financement sécurisé dont l'opérationnalisation est indispensable pour la pérennité de la COMIFAC et pour le succès de la mise en œuvre du Plan de convergence.

5 Appui à l'OFAC et à la CEFDHAC

A travers la mobilisation des appuis des partenaires, la COMIFAC permet à l'OFAC d'être opérationnel et à la CEFDHAC de poursuivre son processus de redynamisation pour remplir son mandat de plate-forme de concertation multi-acteurs.



8 Participation aux conférences internationales et rencontres régionales

La COMIFAC accompagne ses pays membres à travers à toutes les conférences internationales où les questions sur les forêts et l'environnement sont débattues. L'institution anime les concertations régionales pour la formulation des positions communes et concertées.

6 Coordination de la mise en œuvre programmes et projets

Le Secrétariat Exécutif continue à assumer ses responsabilités de coordination des projets et programmes sous-régionaux parmi lesquels : PACEBCo, Projets REDD+, TRIDOM, MNV, REDD-PAC, Programme de promotion de la certification forestière etc.



Les pays membres et les partenaires **nous font de plus en plus confiance**

Les résultats engrangés au fil des années par la COMIFAC sont le fruit de nombreux efforts déployés. En dépit des moyens limités de ses ressources humaines, matérielles et financières, l'institution a pu capitaliser de nombreux acquis.

Le dynamisme dont elle fait preuve a permis d'obtenir des acquis aussi bien à l'échelle régionale qu'internationale, dans les domaines tels que le dialogue international sur le secteur forêts et environnement, la coordination de la mise en œuvre du Plan de convergence, la promotion de la COMIFAC, le renforcement de la connaissance sur la dynamique de la couverture forestière, les réunions statutaires, etc.

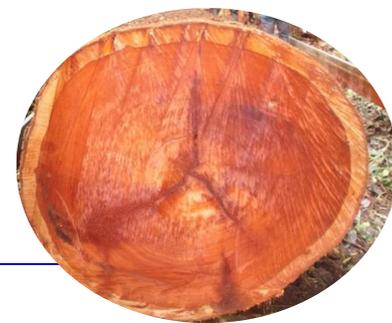
Il est aujourd'hui admis de toute évidence que l'institution a pu renforcer la confiance vis-à-vis des ses pays membres et des partenaires.

La COMIFAC peut aujourd'hui faire valoir ses expériences cumulées au fil des années. Les expériences dans les domaines de plaidoyer/lobbying, de renforcement des capacités techniques et d'appui conseil aux Etats membres sont incontestables et font de la COMIFAC une référence sous-régionale.

Le rayonnement et la visibilité de la COMIFAC lui a valu la reconnaissance des autorités américaines qui ont accepté d'établir un accord direct avec l'institution en lui octroyant un don dans le cadre de la phase III du programme CARPE. La COMIFAC devient ainsi la deuxième organisation intergouvernementale après la Commission de l'Union Africaine à recevoir un appui direct du gouvernement américain.

Ce succès ne saurait occulter les difficultés et lacunes que rencontre la COMIFAC. Il s'agit du problème récurrent de l'insuffisance de financement qui comme toujours, pénalisent le fonctionnement de l'institution.

Notre travail en 2013



En 2013, le Secrétariat Exécutif de la COMIFAC a conformément à ses missions assuré la coordination de la mise en œuvre des activités de la COMIFAC et appliqué les décisions du Conseil des Ministres en charge des forêts et de l'environnement.

Nombreuses sont les réalisations rentrant dans le cadre de son Plan de Travail Annuel 2013 effectuées avec succès, et ce, grâce aux contributions des pays membres de la COMIFAC et aux appuis multiformes des partenaires au développement.

Celles-ci couvrent comme pour les années précédentes, les composantes suivantes : (i) Planification, suivi et évaluation de la mise en œuvre du Plan de Convergence; (ii) Communication, concertation sous-régionale et renforcement des capacités; (iii) Dialogue international sur les forêts-environnement et promotion de la COMIFAC ; (iv) Coordination de la mise en œuvre du Plan de Convergence et partenariats; et enfin, (v) réunions statutaires de la COMIFAC.

Pour plus amples informations sur le travail et les résultats de la COMIFAC, un lien utile : www.comifac.org

“ Si la COMIFAC n’a de cesse de donner l’alerte et sollicite les orientations des Chefs d’Etat et de Gouvernement, c’est bien parce que nos forêts reculent et deviennent de moins à moins productives (...) Heureusement, comme tant d’autres organisations qui s’occupent de ces secteurs, la COMIFAC est à la recherche constante de solutions qui garantissent l’équilibre de nos forêts dont le maintien de la biodiversité n’est plus à démontrer. ”



*S.E Monsieur Joseph DJIRANGAR DADNADJI,
Premier Ministre, République du Tchad, novembre 2013*



Photo de famille atelier sous-régional de validation des outils méthodologiques et la structure du Plan de convergence révisé. Douala, 21-22 novembre 2013



« Je voudrais exprimer toute ma satisfaction pour les pas en avant que nous sommes entrain de faire après plus de deux ans d'attente qui ont suivi la décision prise par le Conseil des Ministres pour la révision du plan de convergence de la COMIFAC. »

Raymond MBITIKON,
Secrétaire Exécutif, COMIFAC
Douala, Novembre 2013



Travaux lors de l'atelier sous-régional de validation des outils méthodologiques et la structure du Plan de convergence révisé. Douala, 21-22 novembre 2013

Œuvrer pour la mise en œuvre transparente et efficace du Plan de convergence

Le secteur forêts-environnement, un secteur assez dynamique qui connaît des mutations croissantes et rapides au niveau international. Ces mutations appellent à adapter les cadres de planification aux évolutions dans le secteur, afin de prendre en compte l'émergence des thématiques nouvelles comme la Réduction des Emissions issues de la Déforestation et la Dégradation (REDD+), l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques, l'Accès et le Partage des Avantages issus de l'exploitation des ressources génétiques (APA), et en assurer le suivi de leur mise en œuvre.

Révision du Plan de Convergence sous-régional:

 un processus inclusif, itératif et multi-acteurs



Doter la sous-région d'un Plan de convergence révisé de portée stratégique, élaboré suivant l'approche axée sur les résultats, et à travers un processus prenant en compte les thématiques émergentes, les priorités nationales et sous-régionales.



Fort des mutations que connaît le secteur forêts et environnement, la COMIFAC a initié depuis 2010 la révision de son Plan de convergence. Ce processus s'est accéléré en 2013 avec la finalisation du recrutement des consultants chargés de conduire la mission.

Un comité ad hoc de supervision présidé par le Secrétaire Exécutif a été également mis en place. Au stade actuel, après la validation de la démarche méthodologique, un atelier d'échanges sur le diagnostic de l'utilisation actuelle et potentielle du Plan de Convergence a été organisé à Kinshasa (RDC) du 17 au 18 octobre 2013, suivi de l'atelier sous-régional de validation des outils méthodologiques et de la structure du Plan de convergence révisé tenu à Douala (Cameroun) du 21 au 22 novembre 2013.

Les consultations se sont poursuivies en vue de recueillir des propositions d'amélioration du Plan de convergence et de la préparation des ateliers nationaux de révision dudit Plan.

Il est important de signaler que le financement de ce processus est assuré par les contributions des partenaires suivants : La GIZ, l'UICN à travers le Fonds pour les Forêts du Bassin du Congo (FFBC), la Banque Africaine de Développement (BAD) à travers le PACEBCo et la Banque Mondiale à travers le projet MSP.



Moments forts des réunions S/R tenues dans le cadre du processus de révision du Plan de convergence

« La plate-forme Suivi du Plan de convergence, un outil d'aide à la décision pour renseigner en temps réel sur les performances de la mise en œuvre du Plan de Convergence par toutes les parties prenantes. »



Plate-forme de suivi-évaluation:

pour mieux informer sur les performances du Plan de convergence



La COMIFAC va bientôt se doter d'une base de données actualisée sur le suivi-évaluation de la mise en œuvre du Plan de Convergence. Le développement de cette base de données fonctionnelle et accessible en ligne internet a été confié à une firme recrutée en juin 2013 avec l'appui financier du projet MSP/BM. Ladite base de données permettra à la COMIFAC, ses acteurs, bénéficiaires et partenaires de disposer d'une vue d'ensemble sur les résultats et impacts de la mise en œuvre du Plan de Convergence aux niveaux régional que national.

Une série d'interviews effectuée en juillet et août 2013 par la firme a abouti à l'élaboration du cahier de charges du système cible. Ce livrable intermédiaire produit par le consultant a été examiné puis validé en septembre 2013. Les prochaines étapes du projet comportent : la conception du modèle de la plate-forme, le développement des prototypes du scénario retenu, la réalisation de la plate-forme, la livraison, l'installation et la formation.

Par ailleurs, le Secrétariat a finalisé en 2013, l'état de lieux du système de suivi-évaluation de la COMIFAC. Sur la base du diagnostic effectué, le rapport met clairement en exergue les atouts, mais aussi les faiblesses du système de suivi-évaluation tel qu'il fonctionne au sein du Secrétariat Exécutif.

A la suite de cette étude, le Secrétariat Exécutif a démarré l'élaboration du Manuel de procédures du système de suivi-évaluation de la COMIFAC axé sur les résultats.

Pourquoi une plate-forme de suivi-évaluation à la COMIFAC ?

La plateforme de suivi-évaluation de la mise en œuvre du Plan de convergence est un tableau de bord destinée à offrir en ligne, un système d'informations permettant :

- La collecte et l'enregistrement des informations relatives aux fiches d'activités nationales et sous-régionales
- La structuration des informations relatives aux domaines stratégiques et autres entités de la chaîne de résultat du nouveau Plan de Convergence;
- La création et la production de divers indicateurs;
- La mise en œuvre d'outils de communication et de collaboration participant de la mesure/validation des divers indicateurs;
- La production d'informations fiables et élaborées : états;
- La diffusion de l'information produite aux cibles concernées, tout en veillant à la préservation de la confidentialité des informations prédéfinies;
- La gestion sécurisée de l'accès à la plateforme et aux données.



Communication et concertation: au centre de nos stratégies d'intervention

Révisé en 2011, la mise en œuvre du plan de communication de la COMIFAC s'est poursuivie en 2013. Les activités menées cette année ont porté pour l'essentiel sur la publication d'un bulletin d'information et des Newsletters, l'actualisation du site web, la poursuite du processus de développement du portail web et l'animation de site web et de la page Facebook COMIFAC.

Portail web:

🌿 Une vitrine d'information et d'échanges



Tous les acteurs sont régulièrement informés et formés sur la dynamique internationale et sous-régionale en matière forestière et environnementale



Le portail web fait partie des outils de communication de la COMIFAC devant permettre de mettre à disposition des informations intégrées au grand public. Le développement d'un tel portail web a été confié à une firme de consultants recruté en juin 2013. La réunion de démarrage de ce projet tenue en juin 2013 a été suivie par des consultations qui ont permis d'aboutir aux livrables tels que : le cahier de charges pour le développement de l'outil, les propositions de la charte graphique web, le rapport d'audit de l'existant et d'analyse des besoins.

Rappelons qu'un tel portail web permettra à la COMIFAC de faciliter les échanges entre l'institution et les différents acteurs concernés par la mise en œuvre du Plan de Convergence, d'une part, et d'autre part, mettre à la disposition du grand public et des autres acteurs, la gamme d'informations générées dans le secteur forêts et environnement. En attendant que ledit portail web soit opérationnel, le Secrétariat Exécutif poursuit l'animation du site web de la COMIFAC (www.comifac.org) et de sa page facebook.



Ministre tchadien interviewé sur la COMIFAC

Des supports de communication:

🌿 pour valoriser nos acquis



Stand d'exposition sur la COMIFAC

En 2013, des supports de communication ont été produits et diffusés comme il est de coutume chaque année dans le but de promouvoir l'image de la COMIFAC. Il s'agit notamment des oriflammes et clés USB remis aux Coordinations Nationales COMIFAC des pays membres, des tee-shirts estampillés du logo COMIFAC et distribués à l'occasion de la fête du travail le 1er mai 2013.

Aussi, la COMIFAC a-t-elle publié en mars et décembre 2013, les onzième et douzième numéros de son bulletin d'information « COMIFAC News ». Les problématiques traitées dans ces numéros ont porté respectivement sur le braconnage dans le bassin du Congo et la tenue foncière et la gestion durable dans le bassin du Congo. En plus du bulletin d'information, le Secrétariat Exécutif a continué à publier les notes de synthèse trimestrielles et les lettres d'informations (Newsletter) sur les activités mensuelles menées par l'institution.



Des concertations organisées:

✎ Pour formuler des positions communes et concertées

Fidèle à leurs missions, les groupes de travail thématiques s'attellent depuis leur création à accompagner les pays membres de la COMIFAC dans la mise en œuvre des Conventions internationales sur l'environnement, à travers notamment, des concertations sous-régionales régulièrement organisées pour élaborer des positions communes et concertées en prélude aux négociations internationales, ou encore accroître les capacités des acteurs.



A travers ses groupes de travail thématiques, la COMIFAC accompagne ses pays membres dans le renforcement des capacités, la gouvernance forestière, et lors des négociations internationales en vue d'assurer la mise en œuvre des conventions sur l'environnement



Dans le cadre de leurs missions, les groupes de travail ont tenu des rencontres de concertation suivantes en 2013 :

- les seizième, dix-septième et dix-huitième réunions du Groupe de travail Biodiversité d'Afrique Centrale (GTBAC) tenues respectivement du 29 au 31 janvier 2013 à Sao Tomé et Príncipe, du 2 au 5 juillet 2013 à N'Djamena (Tchad) et du 26 au 29 novembre 2013 à Malabo (Guinée Equatoriale). Au cours de ces réunions, la feuille de route 2013 a été adoptée et évaluée, et l'état d'avancement des initiatives suivantes a été établi : le processus de révision des stratégies et Plans d'Actions Nationaux sur la Biodiversité (SPANB) et l'élaboration des Cinquièmes Rapports CDB.
- la deuxième réunion du Sous-Groupe de Travail Aires Protégées et la Faune Sauvage en Afrique Centrale (SGTAPFS2) tenue du 25 au 27 février 2014 à Libreville (Gabon).
- deux réunions préparatoires du Groupe de Travail Changements Climatiques d'Afrique Centrale, tenues respectivement du 12 au 13 mars 2013 à Libreville (Gabon), pour élaborer la soumission des pays de la COMIFAC sur les enjeux de négociations climat, et du 16 au 19 septembre 2013 à Douala (Cameroun), en prélude à la dix-neuvième Conférence des Parties à la Convention Climat tenue du 11 au 22 novembre à Varsovie (Pologne). Une soumission de vues des pays de la COMIFAC sur la plateforme de Durban a été élaborée.
- les sixième et septième réunions du groupe de Travail Lutte contre la Désertification d'Afrique Centrale tenues respectivement du 26 au 28 mars 2013 à Brazzaville (Congo) en prélude à la participation de la sous-région à la onzième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la CCNULD (CRIC 11) tenue en avril 2013 à Bonn, et du 2 au 4 septembre 2013 à Kinshasa (RDC) pour élaborer les positions communes et concertées pour la onzième Conférence des Parties à la CCD tenue à Windhoek (Namibie) en fin septembre 2013.

Groupe de travail Gouvernance Forestière s'opérationnalise

Le groupe de travail Gouvernance forestière d'Afrique centrale (GTGF) a été officiellement lancé au cours d'un atelier tenu les 23 et 24 octobre 2013 à Brazzaville. Ce Groupe de Travail a été mis en place par le Secrétariat Exécutif en vue de soutenir les pays à mieux asseoir les notions, les principes et les exigences inhérents à la bonne gouvernance forestière, préalable incontournable pour la gestion durable. Au terme de l'atelier, la lettre de mission du groupe a été validée par les participants et ensuite adoptée par les ministres de la COMIFAC en novembre 2013.



Travaux lors d'une réunion du GTBAC



ofac : Un Observatoire des forêts pour mutualiser les connaissances

Outil d'aide à la décision, l'Observatoire des Forêts d'Afrique Centrale permet à la sous-région et aux partenaires, de disposer aujourd'hui, à travers ses publications et sa base de données, des éléments essentiels de pilotage et de partage des connaissances pour une meilleure gouvernance et une gestion durable des écosystèmes forestiers. En 2013, la Cellule régionale OFAC au sein de la COMIFAC a bénéficié pour son opérationnalisation des appuis multiformes des partenaires.



L'objectif général de l'OFAC s'inscrit dans le contexte de la mise en œuvre du Plan de convergence de la COMIFAC pour une meilleure contribution des ressources naturelles à la lutte contre la pauvreté des populations locales.



En plus des appuis de l'Union Européenne à travers le projet CEOFAC, La Cellule régionale OFAC bénéficie d'une contribution de la BAD et la CEEAC à travers le PACEBCo. L'appui du PACEBCo vise à terme à renforcer les capacités nationales et régionales de collecte et d'encodage des données de suivi de l'OFAC d'une part, et d'autre part, appuyer à la structuration et au fonctionnement de la Cellule régionale de l'Observatoire.

Concernant les appuis du FEM/Banque Mondiale à travers le projet REDD+, et la BAD/FFBC/FAO à travers le projet MNV, un expert, faisant partie de la plateforme d'initiatives (OFAC, MNV, REDD+) pour le développement et la gestion de la base de données REDD+ a été mis à la disposition de l'observatoire. Dans le cadre de cette plateforme, un formulaire pour l'amélioration de la base de données de l'OFAC a été élaboré et transmis aux projets pour prendre en compte leurs attentes et voir comment créer des passerelles. Signalons enfin que la collaboration entre ces trois initiatives porte aussi sur les synergies entre les sites web desdites initiatives.

Le quatrième rapport « État des Forêts 2013 » bientôt publié

Le processus d'élaboration du quatrième rapport sur l'état des forêts (EDF 2013) démarré en 2011 est en cours de finalisation. En effet, l'atelier de validation de ce rapport a eu lieu du 21 au 22 mars 2013 à Douala. Au stade actuel, tous les chapitres du rapport sont finalisés. La relecture et la traduction de l'ouvrage ont été effectuées. La version électronique dudit rapport sera bientôt publiée via le site web de l'OFAC.





UNIVERSITY OF CALIFORNIA, BERKELEY
BERKELEY FOREST

Coordinations Nationales COMIFAC:

nos relais pays se forment



Les Coordinations Nationales COMIFAC (CNC) ont été mises en place au sein des pays pour servir de relais au Secrétariat Exécutif dans sa mission de suivi, de coordination de la mise en œuvre du plan de convergence, et pour assurer dans le cadre de leur mandat, l'animation sur le plan national des fora regroupant les acteurs concernés par la conservation et la gestion durable des écosystèmes forestiers. En 2013, leurs capacités ont été renforcées dans divers domaines. .



Photo de famille et travaux pratiques lors de l'atelier de renforcement des capacités des CNC en suivi-évaluation

Missions des Coordinations Nationales COMIFAC

Dans le cadre de leur mandat et conformément aux résolutions du Conseil des Ministres de novembre 2006 à Mongomo en Guinée Equatoriale, les Coordinations Nationales COMIFAC ont pour missions de :

- ❖ Conseiller les décideurs nationaux notamment le Gouvernement, le Parlement et les autres grandes institutions étatiques sur le processus COMIFAC ;
- ❖ Coordonner la mise en œuvre du Plan de convergence au niveau national et en assurer le suivi tant au niveau national que sous régional ;
- ❖ Représenter le Secrétariat Exécutif aux niveaux national, sous-régional et international ;
- ❖ Servir de relais entre le Secrétariat Exécutif et les pays membres ;
- ❖ Assurer l'interface pour la mise en œuvre du Plan de convergence ;
- ❖ Procéder à l'animation du réseau des Points Focaux des autres initiatives ;
- ❖ Assurer le secrétariat des fora nationaux.

Les Coordonateurs Nationaux COMIFAC (CNC) ont bénéficié d'une formation en suivi évaluation au cours d'un atelier sous-régional organisé du 1er au 4 juillet 2013 par le Secrétariat Exécutif de la COMIFAC avec les appuis techniques et financiers de la GIZ et de la JICA. Cet atelier avait pour objectif de renforcer la dynamique d'échange entre les CNC et le Secrétariat Exécutif de la COMIFAC, à partir d'une vision consolidée de leur mission par les CNC et la maîtrise des outils de programmation et de suivi.

L'un des temps forts de cet événement a été la cérémonie de plantations de trois cents (300) arbres à la Ceinture verte en périphérie de la ville de N'Djamena, organisée par le Secrétariat Exécutif. Cette cérémonie placée sous le haut patronage du Ministre de l'Environnement et des Ressources Halieutiques du Tchad et Président en exercice de la COMIFAC visait à soutenir le gouvernement tchadien dans ses efforts de lutte contre la désertification et des effets des changements climatiques.

Un deuxième atelier de concertation des CNC a été organisé du 14 au 16 octobre 2013 à Kinshasa (RDC). Il a permis entre autres d'évaluer la feuille de route 2013 des CNC, de finaliser leurs PTA 2014 et de discuter sur la stratégie de plaidoyer pour la mobilisation des financements.

Enfin précisons que la Banque Mondiale a dans le cadre de la revue à mi parcours du projet MSP, accepté qu'un montant de 90 000 USD soit affecté à l'appui aux CNC pour le renforcement des capacités en communication. Sur la base des besoins exprimés par les CNC, le Secrétariat Exécutif est entrain conduire la procédure d'acquisition de ses équipements.



Moments forts de l'atelier de renforcement des capacités des CNC en suivi-évaluation



La CEFDHAC, un processus multi-acteurs de promotion de la conservation et l'utilisation durable des ressources forestières d'Afrique Centrale est chargée de la gestion des processus de concertation au sein du forum sous-régional et des fora nationaux et de leurs commissions spécialisées. Partenaire de la COMIFAC, cette plate-forme multi-acteurs et ses réseaux affiliés ont été appuyés en 2013 dans leur fonctionnement et leurs missions.



Photo de famille CPR CEFDHAC, Kribi octobre 2013

La CEFDHAC bénéficie à travers d'une convention de partenariat signée avec la CEEAC, des financements pour la mise en œuvre du Projet d'Appui PACEBCo à la participation de la société civile à travers les foras nationaux et sous régionaux pour la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale. Ces financements concernent notamment le soutien aux réseaux des jeunes, femmes, populations autochtones et parlementaires dans leurs activités de sensibilisation et d'implication aux questions forestières.

C'est ainsi qu'en 2013, ces financements ont permis de mettre en place et d'opérationnaliser le Secrétariat technique de la CEFDHAC, de fournir les équipements informatiques aux réseaux et aux dix fora nationaux CEFDHAC, et de redynamiser et structurer trois Fora nationaux (Guinée Equatoriale, Gabon, Tchad).

Vision de la CEFDHAC

« un Forum dynamique d'échanges favorisant la concertation multi-acteurs en vue de l'adhésion des parties prenantes au processus de gestion durable des écosystèmes des forêts d'Afrique Centrale. »

En plus de ces facilités, les réseaux de femmes (REFADD), des parlementaires (REPAR) et des peuples autochtones (REPALEAC) ont bénéficié des appuis de la GIZ pour mener les actions suivantes sous l'égide du Secrétariat Exécutif :

- Formation des membres du REFADD sur le processus « Accès et Partage des Avantages découlant de l'Exploitation des Ressources Génétiques » (APA) tenue du 21 au 22 février 2013 à Brazzaville (Congo).
- Troisième assemblée générale du REPALEAC tenue du 14 au 16 janvier 2013 à Brazzaville, et formation sur les mécanismes et le processus REDD+
- Atelier de sensibilisation et de réflexion des membres du REPAR sur la problématique de l'APA tenu du 02 au 04 avril 2013 à Bujumbura au Burundi.



Dialogue international: faire participer un plus grand nombre d'acteurs à la prise de décision

En 2013, se sont tenues des rencontres régionales et internationales où les questions liées aux enjeux forestiers et environnementaux ont été âprement discutées. Comme dans les années antérieures, la COMIFAC a été très présente lors des négociations internationales sur ces questions environnementales, suite à sa participation soutenue lors de ces événements.

Porter haut la voix de l'Afrique Centrale aux rencontres internationales



La mobilisation soutenue des pays d'Afrique centrale lors des conférences internationales aux côtés de la COMIFAC est l'illustration parfaite d'un engagement constant de la sous-région à défendre ses positions communes.



La COMIFAC a accompagné ses pays membres à la dix-neuvième session de la Conférence des Parties (COP) à la Convention Climat et la neuvième session de la COP agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto tenues du 11 au 22 novembre 2013 à Varsovie en Pologne. A cette occasion, l'institution a organisé un événement parallèle sur le thème central: « Progrès et leçons apprises des dispositifs de mesures de biomasse et des systèmes de surveillance de forêts dans le contexte de l'atténuation et de l'adaptation dans le bassin du Congo ».

En plus de cet événement, l'institution a activement pris part à la onzième COP à la Convention sur la Lutte contre la désertification tenue à Windhoek en Namibie du 16 au 27 septembre 2013. En marge de la Conférence, la COMIFAC, le Mécanisme Mondial, le Secrétariat de la CNUCLD et la GIZ ont organisé une session parallèle sur le thème : « Forêts et Désertification, dégradation des terres et sécheresse : une opportunité pour la mise en œuvre de la CNUCLD ».

Précisons également que la COMIFAC a participé ou co-organisé d'autres rencontres telles que :



- la Conférence internationale de vulgarisation APV FLEGT tenue du 30 au 31 octobre 2013 à Beijing (Chine) ;
- le Forum international sur le développement durable de la filière bois dans les pays du bassin du Congo tenu du 21 au 22 octobre 2013 à Brazzaville (Congo) ;
- la Conférence régionale sur les dynamiques de déforestation dans le bassin du Congo tenue du 15 au 16 mai 2013 à Kinshasa (RDC) ;
- la Conférence internationale sur les forêts pour la sécurité alimentaire et la nutrition tenue du 13-15 mai 2013 à Rome en Italie ;
- la douzième réunion des partenaires du PFBC tenue du 18 au 20 mars 2013 à Douala (Cameroun) ;
- le treizième Dialogue régional sur les forêts, la gouvernance et le changement climatique tenu du 5 au 7 mars 2013 à Yaoundé (Cameroun).



🇷🇺 Notre résultat : La Coordination de la mise en œuvre des activités et le fonctionnement de la COMIFAC sont assurés

Coordination de la mise en œuvre du Plan de convergence : pour une meilleure synergie des actions

Le Secrétariat Exécutif de la COMIFAC a continué en 2013, à assumer ses responsabilités de coordination des initiatives, projets et programmes sous-régionaux. Des actions ont été à cet effet initiées ou réalisées ; celles-ci ont porté sur l'accompagnement des pays dans l'internalisation des directives, les études, la tenue des instances de décision (comités de pilotage, etc.), des sessions de formation, et visites de terrain.

Des instruments d'aide pour l'affectation et l'utilisation des terres en milieu forestier bientôt opérationnels

Des guides de planification de l'aménagement des terres validés

Les pays de l'Afrique Centrale se sont dotés en 2013, de quatre guides sur la planification et l'aménagement des territoires validés au terme d'un atelier sous-régional organisé par la COMIFAC du 7 au 8 mai 2013 à Douala au Cameroun, avec l'appui des partenaires techniques et financiers (USFS, CARPE, USAID).

A travers ses guides, les pays de la sous-région disposent des outils essentiels devant les orienter dans le choix des solutions idoines à apporter face aux conflits récurrents liés à l'occupation de l'espace, et ce, en vue de mieux gérer les multiples ressources naturelles que regorgent ses pays. Il s'agit des guides suivants : (i) Guide pour la planification de l'aménagement intégré des paysages ; (ii) Guide pour la planification de la gestion des aires protégées ; (iii) Guide pour la planification des zones de gestion des ressources naturelles à base communautaire ; (iv) Guide pour la planification des zones extractives.

Outre la validation de ces guides, l'atelier de Douala a permis de formuler les recommandations parmi lesquelles la prise en compte des guides dans les processus de révision des législations nationales en cours dans divers secteurs, ainsi que dans les partenariats avec les acteurs de ces secteurs (mines, hydrocarbures, infrastructures routières, agriculture, etc.).

L'atlas forestier sur l'affectation des terres en cours de finalisation

Le Secrétariat Exécutif de la COMIFAC bénéficie d'un appui de la GIZ pour la mise en œuvre d'un projet relatif au développement de l'atlas forestier sur l'utilisation des terres en Afrique centrale. Dans le cadre de ce projet, les résultats suivants ont été atteints en 2013 : la tenue des ateliers nationaux ayant permis d'inventorier et de valider les thématiques et les attributs portant sur l'utilisation des terres et leur organisation, la collecte des données pour la modélisation de l'atlas et le projet de la plate-forme cartographique élaboré.



Denis KOULAGNA
Secrétaire Général, Ministère des Forêts et de la Faune
Cameroun Douala, Mai 2013

« Les guides que nous venons de valider viennent à point nommé, au moment où la plupart des pays de la COMIFAC sont engagés dans le processus de planification de l'aménagement des territoires. Elles devront par conséquent contribuer à résoudre les conflits récurrents liés à l'occupation de l'espace en vue de mieux gérer les multiples ressources naturelles que regorgent nos pays »



Réunion du SE COMIFAC avec ses partenaires et les responsables de programmes et projets sous-régionaux

Une quinzaine de projets et programmes que nous coordonnons

Programme PACEBCo



Vedette de surveillance acquise par le PACEBCo

Le Programme d'Appui à la Conservation des Ecosystèmes du Bassin du Congo (PACEBCo) bénéficie de l'appui de la BAD à travers les fonds FAD et d'une contrepartie de la CEEAC. Plusieurs actions ont pu être réalisées en 2013 à travers ses différentes composantes. Un accent a été mis sur les activités relatives à la lutte contre la pauvreté de la composante 3 portant sur la promotion durable du bien-être des populations.

Des campagnes de sensibilisation sur le Fonds de développement Local (FDL) ont ainsi été effectuées, de même que le lancement du premier appel à projets en mai 2013 qui a permis l'identification pour financement de 275 microprojets pour un coût global de trois milliards de FCFA dans les domaines des activités génératrices de revenus, des infrastructures et du renforcement des capacités.

En plus de ces avancées, d'autres activités ont été également réalisées telles : (i) 14 bourses d'études doctorales en aménagement intégrée des territoires tropicaux et 20 bourses en aménagement et gestion de la faune financés ; (ii) Un appui institutionnel apporté pour la création du secrétariat technique de la CEFDHAC, la remise des équipements informatiques aux fora nationaux et réseaux affiliées à la CEFDHAC ; (iii) L'étude prospective des écosystèmes forestiers du bassin du Congo à l'horizon 2040 finalisée avec l'appui du Programme ; (iv) Des formations dispensées en suivi-écologique, lutte anti-braconnage, protection et utilisation de la biodiversité, de même que 52 plans de développement locaux autour des aires protégées élaborés ; (v) Le développement des plans architecturaux et l'élaboration des dossiers d'appel d'offres pour la construction et équipements des antennes multifonctionnelles.

Projet REDD+

La mise en œuvre du projet régional de renforcement des capacités institutionnelles REDD+ bénéficie du financement du FEM et est exécuté par la Banque Mondiale. En 2013, les efforts ont été déployés pour finaliser le recrutement des firmes ou consultants chargés de la mise en œuvre des activités des différentes sous composantes du projet. Ainsi, des contrats ont été établis avec cinq cabinets pour la mise en œuvre de la sous composante 1B sur la promotion de la participation inclusive des acteurs à la REDD+, la sous composante 2A sur la définition des équations allométriques, la sous composante 3B sur la promotion des projets pilotes REDD+ et de la sous composante 3A et particulièrement de l'évaluation environnementale et sociale régionale (EESR).

En plus des activités sus citées, le projet a également contribué au renforcement des capacités des pays, et à l'organisation de deux réunions du groupe de travail climat de la sous-région respectivement en mars 2013 à Libreville et septembre 2013 à Douala, un atelier scientifique régional sur les équations allométriques en Afrique Centrale tenu du 2 au 5 avril 2013 à Yaoundé ; (ii) ; et un voyage d'étude pour échanges d'expériences sur la mise en œuvre des projets pilotes REDD+ en RDC.



Coordonnateur Projet régional REDD+

Projet MSP

Le Projet MSP bénéficie du financement du FEM et est exécuté par la Banque Mondiale. Ce projet porte sur le renforcement des capacités de coordination du Secrétariat Exécutif. Ses réalisations en 2013 concernent : (i) Le développement de la plate-forme du suivi-évaluation du Plan de Convergence et autres initiatives sous-régionales de la COMIFAC ». La plate-forme sera livrée en 2014 ; (ii) Le développement du portail web intranet/internet de la COMIFAC qui sera livré en 2014 ; (iii) L'étude sur la capitalisation des expériences et bonnes pratiques de mise en œuvre du Plan de convergence ; (iv) Le processus d'acquisition des équipements au profit des Coordinations Nationales COMIFAC.



Projet MNV

Le Projet sous-régional de renforcement des capacités pour le système de surveillance et les MNV nationaux dans le bassin du Congo bénéficie de l'appui financier du Fonds pour les Forêts du Bassin du Congo (FFBC) et est exécuté par la FAO. En 2013, ont été réalisées par ce projet les actions suivantes : le recrutement du personnel chargé de la mise en œuvre du projet aux niveaux sous-régional et national, l'organisation des ateliers de lancement dans les dix pays de la COMIFAC, la mise en place dans certains pays des groupes de travail sur les systèmes nationaux de surveillance, l'élaboration des feuilles de route pour la mise en œuvre des plans d'actions relatifs à la mise en place des systèmes nationaux de surveillance et de MNV, l'appui à l'élaboration des RPP des quatre pays (Tchad, Rwanda, Burundi et Sao Tomé et Príncipe) moins avancés dans la REDD+.

Programme PPEFC

Le Programme de Promotion de l'exploitation certifiée des forêts (PPEFC) bénéficie de l'appui financier de la KfW et est exécuté par le consortium GFA/DFS. Les activités menées en 2013 dans le cadre de ce programme porte sur : (i) des formations organisées sur la certification FSC au profit du groupe Rougier, PALLISCO et ALPICAM ; (iii) l'appui apporté au projet GEF-PNUE-RFA à travers des formations sur la certification forestière au Congo ; (iv) la constitution d'une base des données « concessionnaires forestiers » du bassin du Congo ; (v) une mission de promotion du Programme effectuée dans les concessions forestières des pays concernés par le programme ; (vi) la formation en abattage à faible impact (ONFI) au profit des concessionnaires ALPICAM, PALLISCO et Rougier ; (vii) le lancement du logiciel Go Monitor forest de l'ONFI.





Projet TRIDOM

Le projet TRIDOM bénéficie de l'appui financier du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et est exécuté par l'UNOPS. Les activités réalisées en 2013 par ce projet s'articulent autour de : (i) la finalisation et la signature du protocole d'accord de Lutte anti-braconnage (LAB) entre le Cameroun, le Congo et le Gabon ; (ii) la mise en œuvre des activités du plan d'action Lutte Anti-braconnage (LAB) 2013 avec comme réalisations des campagnes de sensibilisation des autorités locales sur la LAB entre le Cameroun, le Congo et le Gabon, la constitution des brigades binationales LAB en vue de mener une série de patrouilles mixtes LAB entre les trois pays, des missions de sensibilisation et de résolutions de la problématique sur le braconnage transfrontalier sur les Rivières Ivindo – Djoua et Route Avima dans les segments Congo, Gabon et Cameroun ; (iii) l'intégration des données dans le site web du TRIDOM en cours de développement ; (iv) l'élaboration d'une matrice de suivi et d'évaluation pour la mesure des impacts générés par le projet.

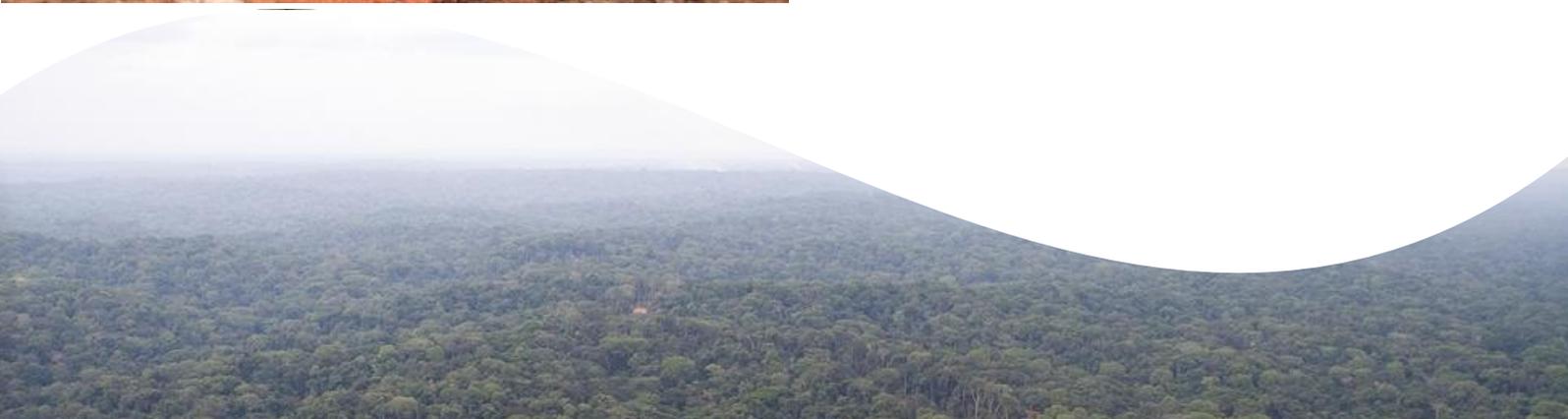
Projet REDD-PAC

Le projet REDD-PAC bénéficie de l'appui financier du Ministère fédéral Allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire (BMU). Placé sous la supervision globale de l'Institut International de l'Analyse des sciences Appliquées (IIASA) et en partenariat avec l'Institut aérospatial brésilien (INPE), UNEP-WCMC et la COMIFAC, ce projet a en 2013 réalisé comme activités: le recrutement des experts pour le projet au sous-régional et dans les quatre pays pilotes (Cameroun, Congo, RCA, RDC), l'élaboration du rapport sur l'état actuel des politiques d'utilisation des terres en Afrique Centrale, l'organisation de l'atelier d'information/formation sur le projet REDD-PAC..



Projet ARH-GDF BC

Le projet « Approche Régionale Harmonisée à la Gestion Durable des Forêts de Production du Bassin du Congo » bénéficie de l'appui du FEM et du PNUE. Au cours de l'année écoulée, le projet a mené les activités suivantes : (i) la réalisation de deux études à savoir : Production d'un glossaire/lexique des termes forestiers en Afrique Centrale et élaboration de la stratégie de lutte contre l'exploitation illégale dans le bassin du Congo ; (ii) la finalisation de la version provisoire du document de stratégie sous-régionale pour la gestion durable des forêts ; (iii) la mise en place du système de suivi-évaluation du projet. En plus de ces activités, le projet a mené également des activités dans les pays pilotes (RCA, Congo, Guinée Equatoriale).



Projet FTNS AI-GDF

En 2013, les activités suivantes ont été menées dans le cadre du Projet FTNS « appui institutionnel à la gestion durable des forêts volet Congo, RCA » : (i) Contribution à la révision et à la validation du plan d'aménagement du Parc National de Lobéké. Celle du Parc national de Nouabalé Ndoki est en cours ; (ii) Planification semestrielle pour les parcs APDS (RCA) et PNNN (Congo); (iii) Elaboration d'un concept et feuille de route pour la participation de la FTNS/TNS au Salon International de Tourisme prévu à Berlin en 2015 ; (iv) Conception et validation d'un nouveau logo et d'une nouvelle charte graphique du FTNS ; (v) Développement en cours du site web du FTNS.

Projet PFNL

La BAD appuie la mise en œuvre du projet « Renforcement de la contribution des produits forestiers non ligneux à la sécurité alimentaire en Afrique Centrale ». Ce projet qui bénéficie d'un don du FFBC a un budget estimé à 4,23 millions de dollars US. Il est exécuté par la FAO sous la supervision de la COMIFAC et couvre cinq pays de l'Afrique Centrale : Burundi, Guinée Equatoriale, Rwanda, Sao Tomé et Principe et le Tchad. Le projet vise à intégrer les Directives sous-régionales de la COMIFAC et les principes du droit à l'alimentation dans les législations et stratégies nationales et à élaborer des stratégies de développement du secteur PFNL. Ledit projet compte ainsi mettre en place un cadre institutionnel qui permettra aux communautés locales de tirer véritablement profit des PFNL en levant les barrières à leur gestion et commercialisation durables. En 2013, la principale activité menée dans le cadre du projet porte sur le démarrage du processus pour le recrutement de l'équipe chargée du pilotage du projet.



Projets PEFOGRN, OIBT/JICA, GIZ

Le Réseau de Formation Forestière et Environnementale d'Afrique Centrale (RIFFEAC) assure la mise en œuvre des projets PEFOGRN, OIBT/JICA et GIZ.

❖ Activités menées dans le cadre du projet PEFOGRN :

(i) La finalisation de la révision des programmes de formation, ainsi que la tenue des ateliers de validation et de révision/harmonisation desdits programmes ; (ii) La tenue de l'atelier de validation des plans de cours du Master recherche en agroforesterie de la Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles (FASA) de l'Université de Dschang au Cameroun. ; (iii) L'octroi par le projet d'une vingtaine de bourses d'études doctorales aux étudiants dont dix pour l'Université de Laval au Canada et dix autres dans les universités africaines ; (iv) Le financement par le projet d'une trentaine de bourses masters recherche dans les 3 pôles d'excellence retenus (dix en agroforesterie à la FASA de l'Université de Dschang au Cameroun, dix en Sciences du bois à l'ENEF du Gabon, et dix en politiques et gouvernance forestière à la FSA de l'université de Kinshasa) ; (v) La finalisation du processus de modernisation des programmes de formations ; (vi) Le renforcement des infrastructures dans les institutions bénéficiaires du projet à travers la

construction et/ou réhabilitation des dortoirs, auditorios, etc. ; (vii) Les matériels roulants pour six institutions universitaires en Afrique Centrale en cours d'acquisition dans le cadre du projet. Il est également prévu l'acquisition des matériels informatiques et les équipements de terrain et de laboratoire.

❖ Les activités menées dans le cadre du projet OIBT/JICA :

(i) L'élaboration de six modules de référence et programmes de formation (formation universitaire et formation technique) dans les institutions bénéficiaires leaders des Groupes Thématiques de Travail (GTTs) ; (ii) La tenue d'une douzaine d'ateliers techniques de validation desdits modules et programmes de formation ; (iii) L'appui aux institutions de formation bénéficiaires du projet à travers la fourniture des équipements et matériels de formation et d'enseignement et amélioration des infrastructures existantes.

❖ Les activités menées dans le cadre du projet GIZ :

• Formation des institutions dans le cadre des programmes de formation continue.

Assurer la mise en œuvre effective des décisions prises par les instances statutaires



« C'est un devoir pour chacun de nos gouvernements d'œuvrer pour la convergence de nos actions dans la protection de notre patrimoine naturel. C'est une question de survie, non seulement pour nos populations locales, mais aussi pour l'humanité toute entière, eu égard aux rapports systématiques existant entre les écosystèmes planétaires.

*Joseph DJIRAMGAR DADNADJI,
N'Djaména novembre 2013*



Les Ministres de la COMIFAC prennent d'importantes décisions

Les textes statutaires de la COMIFAC stipulent que le Conseil des Ministres, organe de décision, de coordination et de contrôle de la mise en œuvre des politiques en matière de conservation et de gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique Centrale, se réunit en session ordinaire tous les deux ans. Toutefois, des sessions extraordinaires du Conseil peuvent être convoquées entre deux sessions ordinaires. C'est ainsi que s'est tenu le 8 novembre 2013 à N'Djaména au Tchad, la réunion extraordinaire du Conseil des Ministres.

Cette session extraordinaire du Conseil des Ministres de la COMIFAC s'est tenue sur invitation du Président en exercice de la COMIFAC et avec l'appui de la CEEAC, la GIZ et la Banque Mondiale/FEM.



Photo de famille Conseil extraordinaire des Ministres COMIFAC, N'Djaména novembre 2013

Elle a été précédée du 06 au 07 novembre 2013 par la réunion des experts. Au terme de cette session, les ministres ont pris d'importantes résolutions et formulées des recommandations parmi lesquelles : (i) l'approbation du rapport de l'audit financier et comptable de la COMIFAC pour l'exercice 2012 ; (ii) l'approbation des positions de la COMIFAC relatives aux négociations lors de la COP 19 sur les Changements Climatiques tenue à Varsovie (Pologne) ; (iii) l'approbation des missions et des modalités d'organisation du Groupe de Travail Gouvernance Forestière d'Afrique Centrale (GTGF) de la COMIFAC ; (iv) le soutien au développement du Système Panafricain de Certification Forestière (PAFC) et sa reconnaissance par le Programme de Reconnaissance des Standards de Certification Forestière (PEFC).



Lutte contre le braconnage transfrontalier : Un accord tripartite signé

Pour assurer la mise en œuvre et le suivi des décisions prises par le Conseil des Ministres, le Secrétariat Exécutif s'est doté d'un tableau de bord développé et régulièrement mis à jour qui a permis de mener en 2013 des actions telles que la préparation du troisième Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement, le suivi des recommandations relatives aux audits financiers et comptables de la COMIFAC, des missions effectuées auprès de la Présidence en exercice, la poursuite de la mise en œuvre des recommandations de l'audit institutionnel et organisationnel du Secrétariat Exécutif et des institutions partenaires (OAB, OCFSA, ADIE), etc.



En marge de la session extraordinaire des ministres de novembre 2013 à N'Djamena, les ministres du Cameroun, de la République Centrafricaine et du Tchad ont signé le 8 mars 2013, un Accord de Coopération relative à la lutte anti-braconnage transfrontalière entre les trois pays.

C'est Accord prévoit notamment la mise en place d'un certain nombre d'organes parmi lesquels un Comité Tri-national de Supervision et d'Arbitrage (CTSA), un Comité Tri-national de Planification et d'Exécution (CTPE) et un Comité Tri-national de Suivi (CTS).





Partenariats : Ceux qui nous soutiennent

A l'issue de la réunion du Conseil de la COMIFAC de novembre 2013, les ministres ont dans leur communiqué final adressé leurs remerciements aux partenaires pour tous les appuis qu'ils ne cessent d'apporter à la COMIFAC dans l'atteinte de ses missions. C'est grâce à ces appuis multiformes en effet que l'institution bénéficie aujourd'hui du rayonnement dont elle jouit, d'une part, et d'autre part, que les engagements pris par les Etats d'Afrique Centrale d'œuvrer pour la conservation et la gestion durable de leur patrimoine commun peuvent se concrétiser.

Coopération régionale



Les appuis de la CEEAC en 2013 ont permis l'organisation de la session extraordinaire du Conseil des Ministres de novembre 2013 à N'Djamena, et l'organisation de la huitième réunion du Groupe de travail Lutte contre la désertification. Aussi, la CEEAC a-t-elle continué d'assurer la supervision globale du programme régional PACEBCo.



Dans le cadre du programme PACEBCo, le Réseau des Aires Protégées d'Afrique Centrale (RAPAC) réalise des actions contribuant à la mise en œuvre du Plan de Convergence sous-régional, et ce, à travers la signature d'une convention de partenariat avec la CEEAC. La Commission de l'Union Européenne soutient également le RAPAC à travers la composante Aires Protégées du programme ECOFAC V.



Sous la supervision de la COMIFAC, le RIFFEAC assure la mise en œuvre des projets : « Renforcement des capacités des membres du RIFFEAC pour la gestion durable des concessions forestières », « Renforcement des capacités à la gestion durable des forêts tropicales ombrophiles et à la conservation de la biodiversité dans les pays du bassin du Congo membres de l'OIBT », financés par le Japon (JICA), la Suisse et la Belgique et techniquement appuyés par l'OIBT, le Projet d'Appui au Renforcement de l'Adéquation Formation – Emplois (PARAFE) dans le secteur Forêt Environnement Bois en Afrique Centrale financé par la France, le projet « Etablissement et renforcement des capacités pour l'exploitation durable des ressources forestières du bassin du Congo » financé par la GIZ. Le RIFFEAC assure également l'exécution du Programme élargi de formation en gestion des ressources naturelles dans le Bassin du Congo (PEFOGRN-BC). Ce programme est financé par le FFBC et a pour objectif de renforcer les capacités des institutions de formation membres du RIFFEAC en matériel et équipements divers.

Coopération internationale

La coopération allemande a développé un programme d'appui à la COMIFAC incluant un module GIZ avec pour objectif principal d'améliorer la représentation des intérêts des États membres aux niveaux international, national et régional, la conception et la mise en œuvre des programmes forêts/environnement nationaux dans la logique du Plan de convergence. Pour atteindre ces derniers, le projet s'appuie sur 5 axes d'intervention appelés composants. A travers le projet régional GIZ d'appui à la COMIFAC, un appui institutionnel est apporté à la COMIFAC depuis 2007. La deuxième phase de ce projet (2011-2014), s'est poursuivie en 2013 dans le cadre d'un programme conjoint avec la coopération financière (KfW) intitulé « Gestion durable des forêts du Bassin du Congo ». Cette phase comprend un module de la GIZ d'appui à la COMIFAC intervenant principalement dans les domaines ci-après : (1) Appui organisationnel, (2) Renforcement de la participation de la société civile, (3) Dialogue international sur les forêts, (4) Gestion régionale des aires protégées/utilisation de l'espace, (5) Capitalisation et valorisation des expériences. Les deux modules de la KfW démarrés en 2012 concernent la Promotion de l'exploitation certifiée des forêts dans le Bassin du Congo et la Fondation pour le Tri-national de la Sangha (FTNS): volet Congo et RCA.



La BAD apporte son appui à la COMIFAC à travers les initiatives PACEBCo et le Fonds Forestier pour le Bassin du Congo (FFBC). Pour le PACEBCo, la BAD est le principal bailleur de fonds à travers les ressources du fonds FAD. Pour le FFBC, celui-ci a été lancé en juin 2008 grâce aux contributions des gouvernements de Royaume de Grande-Bretagne et de Royaume de Norvège. Ce fonds vise à soutenir la mise en œuvre du Plan de Convergence particulièrement les axes stratégiques 2, 6 et 9. Il s'agit spécifiquement pour ce fonds de contribuer à la lutte contre la déforestation et à la réduction de la pauvreté des populations locales. Ledit fonds finance la mise en œuvre du Projet PFNL.



Banque Mondiale/FEM

Le Fonds pour l'Environnement Mondial et la Banque mondiale soutiennent la COMIFAC à travers le projet régional de renforcement des capacités institutionnelles REDD+ et le projet MSP.

Le projet MSP est entré en vigueur en juillet 2011. Il s'achève en 2014. Ses activités portent notamment sur le renforcement des capacités de la COMIFAC, la mise à jour et l'opérationnalisation du système de suivi-évaluation de la COMIFAC, la révision et l'opérationnalisation du portail internet de la COMIFAC et la mise à disposition des informations, le renforcement des capacités des cadres de la COMIFAC par des formations.

Pour le projet régional REDD+, celui-ci est entré en vigueur en novembre 2011 et durera 5 ans. Il est mis en œuvre dans les 6 pays suivants : République du Congo, République Démocratique du Congo, Gabon, Cameroun Guinée Équatoriale et République Centrafricaine.



Avec le financement de CARPE, le Service Forestier des Etats-Unis (USFS) a appuyé le Secrétariat Exécutif de COMIFAC dans quelques domaines techniques et de travail pour faciliter la communication et l'intégration des activités CARPE dans le Plan de Convergence de COMIFAC. Les appuis spécifiques apportés en 2013 au Secrétariat Exécutif par l'USFS ont principalement porté sur l'organisation de l'atelier sous-régional de validation des guides sur la planification et l'aménagement du territoire forestier. Enfin, les autorités américaines ont accepté d'établir un accord direct avec la COMIFAC à travers un don qui lui sera octroyé dans le cadre de la phase III du programme CARPE.



Le FEM apporte depuis 2008 un financement pour la mise en œuvre du projet TRIDOM intitulé « Conservation de la biodiversité transfrontalière dans l'interzone du Dja-Odzala-Minkébé au Cameroun, Congo et Gabon ». Ce projet d'une durée de sept ans est mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et exécuté par « United Nations Office for Project Services » (UNOPS).



La COMIFAC a poursuivi sa coopération en 2013 avec l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) dans le domaine de l'assistance technique. Grâce à l'appui de la JICA, deux assistants techniques auprès du Secrétariat Exécutif ont été affectés à Yaoundé. Les appuis de ces assistants ont porté notamment sur : les activités du GTBAC et sa feuille de route, l'organisation de l'atelier de formation des Coordinations Nationales COMIFAC, l'organisation de la septième réunion du Groupe de travail « Désertification » et la première réunion du sous-groupe de travail Aires protégées et faune sauvage, la finalisation du guide pour la création des aires protégées transfrontalières, l'élaboration de la base de données documentaires de la COMIFAC et d'autres rapports importants.



FAO

Les appuis de la FAO à la COMIFAC et à son Plan de Convergence ont porté en 2013 pour l'essentiel sur le démarrage du projet GCP/RAF/441/GER "Renforcement de la Sécurité Alimentaire en Afrique Centrale à travers la Gestion Durable des Produits Forestiers Non Ligneux" (financé par le FFBC). Notons enfin le projet régional MNV financé par le FFBC est exécuté par la FAO sous la coordination de la COMIFAC.



IUCN

La COMIFAC a bénéficié l'appui de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature à travers l'appui au processus de révision du Plan de convergence. Cet appui a consisté en 2013 au recrutement d'un Consultant international pour appuyer ledit processus de révision.



PNUE FEM

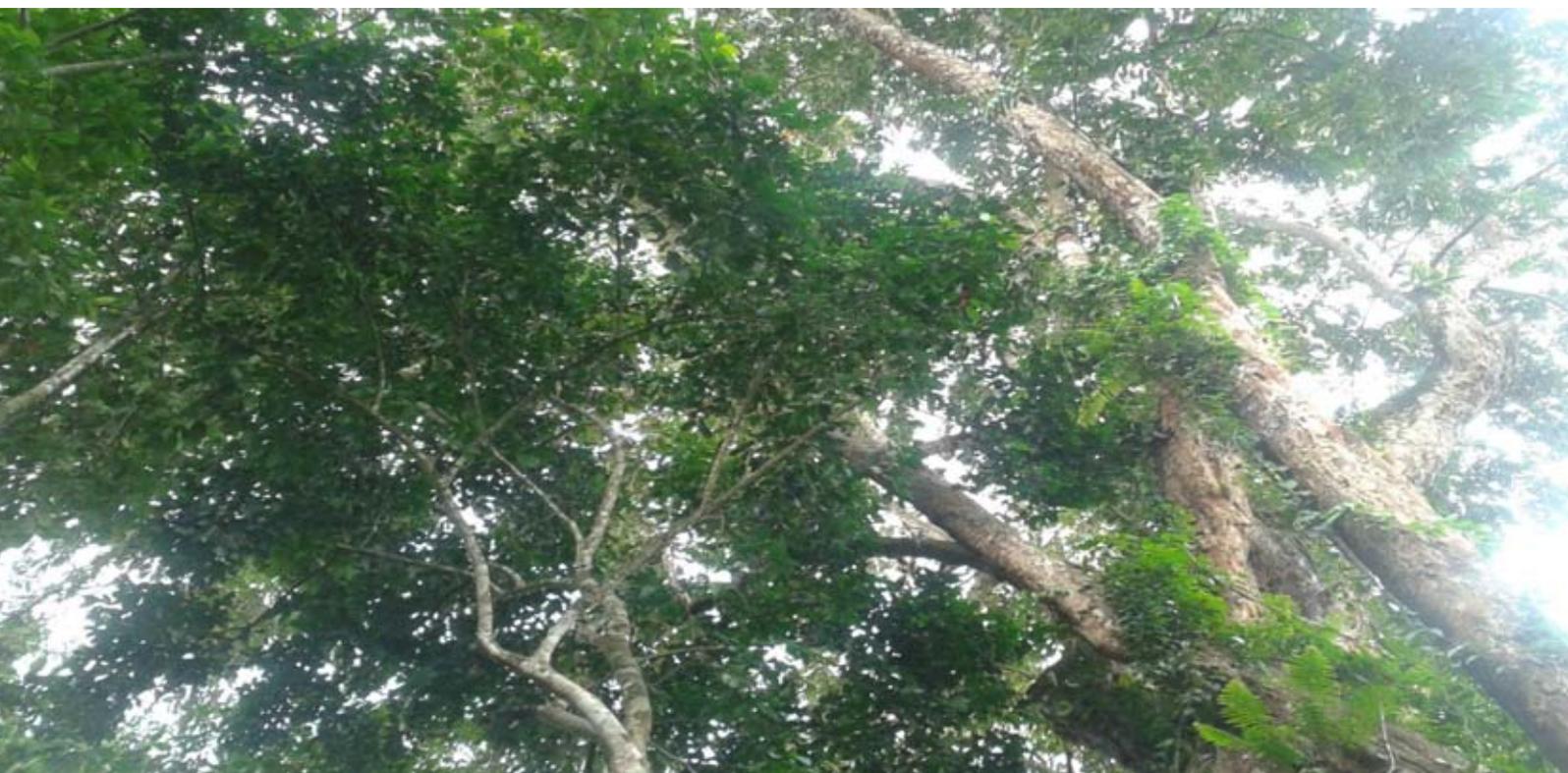
Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement appui la mise en œuvre du Projet « approche régionale harmonisée pour la gestion durable des forêts de production dans le bassin du Congo. Sous la supervision de la COMIFAC, ce projet est financé par le FEM avec pour organe de mise en œuvre le WRI.



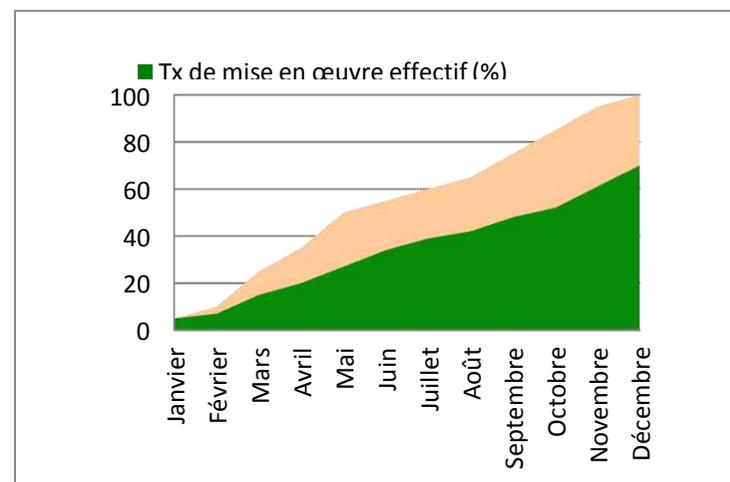
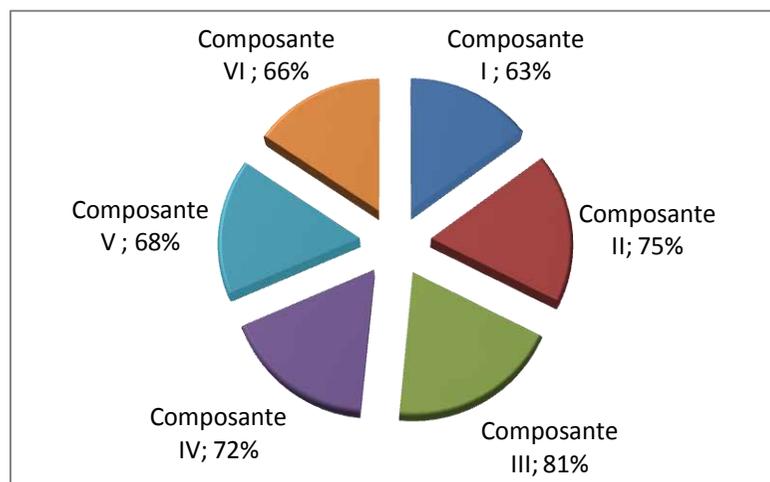
IIASA, INPE, UNEP-
WCMC

La COMIFAC est partenaire de l'Institut International de l'Analyse des sciences Appliquées (IIASA) pour la mise en œuvre d'un projet international intitulé « Centre d'évaluation de politiques REDD+ ». Ce projet bénéficie d'un financement du Ministère fédéral Allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire (BMU) à hauteur de 3 milliards de FCFA pour une durée de quatre (04) ans. Ce projet de recherche vise à soutenir l'élaboration de plans d'actions nationaux REDD conforme aux objectifs de la CDB¹, à concevoir et appuyer une architecture internationale REDD+ équitable, efficace et efficiente.

¹ CDB : Convention sur la Diversité Biologique



La COMIFAC en chiffres : Bilan des réalisations en 2013



Composantes

Taux réalisation

Composante I : Planification, suivi et évaluation de la mise en œuvre du Plan de Convergence

63%

Composante II : Communication, concertation sous-régionale et renforcement des capacités

75%

Composante III : Dialogue international sur les forêts et l'environnement et promotion de la COMIFAC

81%

Composante IV : Coordination de la mise en œuvre du Plan de Convergence et Partenariats

72%

Composante V : Réunions statutaires de la COMIFAC

68%

Composante VI : Coordination et gestion du SE COMIFAC

66%

Moyenne

71%

La COMIFAC en chiffres :

Nos finances

En 2013, les pays de la sous-région et les partenaires au développement ainsi que les organisations internationales et régionales se sont mobilisés pour appuyer le Secrétariat Exécutif dans ses missions, et ce, à travers des financements apportés à l'institution. Les tableaux qui suivent présentent les contributions des pays membres ainsi que les appuis financiers des partenaires dont les fonds transitent par les comptes de la COMIFAC.

Contributions des parties prenantes (Ressources)

Contributions des pays et de la CEEAC (FCFA)	Pays	Cotisations annuelles	Recouvrement arriérés
	du 1.01.2013 au 31.12.2013		
	Burundi	0	0
	Cameroun	30 700 000	0
	Congo	30 700 000	79 300 000
	Gabon	0	30 700 000
	Guinée Equatoriale	30 700 000	153 500 000
	RCA	0	0
	RDC	0	0
	Rwanda	0	0
	Sao Tome et Principe	0	0
	Tchad	0	0
	Total Contributions pays		355 600 000
	Subventions CEEAC		27 040 500
	Total ressources 1		382 640 500

Appuis financiers des partenaires (FCFA)	Partenaires	Montant	Domaines d'appui
		CEEAC/BAD/P ACEBCo	9 334 325
	FAO/PFNL	13 280 302	• Solde convention PFNL (702 327) • Convention OFAC/EDF 2013 (12 577 975)
	WWF	1 731 727	Convention préparation COP 19
	CORAF/WECA RD	69 062 000	Organisation atelier sous régional d'information et de validation : Relation entre recherche et politique relatives à l'adaptation aux changements climatiques en Afrique Centrale
	IIASA	140 673 350	Convention IIASA (Mise en œuvre Projet REDD/PAC)
	JICA	1 840 000	Financement frais de voyage COP 19 et COMIFAC News 12
	ATIBT	293 298	Billet d'avion du Secrétaire Exécutif au forum international sur le développement durable de la filière bois du BC
	Total ressources 2	236 215 002	

Ressources totales (FCFA)			Compte COMIFAC	Compte d'appui partenaires
		Reliquat fonds de l'exercice précédent	Banque	4 888 231
		Caisse	344 010	0
	Ressources mobilisées		382 640 500	236 215 002
	Total par compte		387 872 741	262 462 882
	Total général des deux comptes			650 033 623

De l'état d'exécution du budget (Emplois)

	Désignation	Montant
Exécution du budget (FCFA)	Immobilisations	1 286 500
	Salaires et émoluments personnel COMIFAC	159 336 127
	Ateliers et séminaires	28 559 072
	Honoraires Consultants	52 673 124
	Autres charges récurrentes	163 735 496
	Total emplois	405 590 319
	Trésorerie au 31 décembre 2013 (Solde Ressources - emplois)	244 443 304
Charges impayés et emprunts (FCFA)	Banques	
	Caisse	
	Fournisseurs	15 100 894
	Charges sociales CNPS	396 702
	Impôts	199 731
	Avances CONGO	16 000 000
	Total Dette envers les tiers	31 697 327
Créances (FCFA)	Créances personnel en poste	4 970 000
	Personnel arriérés impôts	6 145 268
	Débiteurs divers	3 177 669
	Charges constatées d'avance	5 130 000
	Fournisseurs / avances	500 000
	Total Créances	19 922 937

De l'état des ressources et emplois du projet MSP

	Désignation	<u>Montants réalisés du 01.01.2013 au 31.12.2013</u>	
		Solde au 31.12.2013	Mouvements de la période
Ressources (FCFA)	Dotation des Etats	0	0
	Dotation des Partenaires	214 729 619	149 364 500
	Intérêts créditeurs	444 431	136 470
	Sous-total : Fonds propres	215 174 050	149 506 935
	Différence de change		
	Dettes ou créances diverses	5 247 436	2 109 236
	Total des ressources au 31.12.2013	220 421 486	151 473 736
Emplois (FCFA)	Equipements, matériels et mobiliers	17 321 500	17 195 500
	Salaires et émoluments personnel	44 344 600	28 845 400
	Honoraires Consultants	16 112 200	6 515 000
	Ateliers, formation et séminaires	58 481 194	29 381 800
	Autres charges récurrentes	18 973 878	5 359 166
	Charges sociales	0	0
	Sous-total : Investissements	155 233 372	87 806 045
	Créances diverses	0	0
	Disponibilités	65 188 114	63 810 126
	Total des emplois au 31.12.2013	220 421 486	151 616 171

NOTE Les fonds reçus à travers le projet MSP d'appui à la COMIFAC se chiffrent à 65,3 Millions de FCFA auquel on ajoute les intérêts créditeurs de 444 431 FCFA. Les charges de l'exercice s'élèvent à 67 301 327 FCFA auxquels on ajouterait les immobilisations de 126 000 fcfa. La COMIFAC sollicite une 2^{ème} extension de ce projet afin de terminer les activités en cours.

Ressources humaines

Administration

L'organigramme de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale est constitué du personnel salarié décliné comme suit :

- **Catégorie statutaire** : Secrétaire Exécutif, Secrétaire Exécutif Adjoint et Coordonnateur Technique et Directeur Administratif et Financier.
- **Catégorie technique** : Chargé de programme, Assistants Techniques (2), Juriste-Fiscaliste, Chargé de Communication-Documentariste et Comptable.
- **Catégorie d'appui** : Assistante de Direction, Secrétaire/Réceptionniste, Planton, Chauffeurs (4), Gardiens (8) et Agent d'entretien

S'agissant de la catégorie technique, les postes sont pourvus par les appuis financiers des partenaires à savoir :

- Un Chargé de la Biodiversité et Désertification (financement du projet REDD-PAC/IIASA)
- Cinq Experts en Communication, Environnement, Juriste, Socio économie spécialiste genre et Suivi – évaluation (financement BAD/CEEAC/PACEBCo)
- Un Comptable (financement GEF/Banque Mondiale).

Enfin, le Secrétariat Exécutif a été pourvu de nouveaux postes à savoir :

- Un Assistant Technique, mis à disposition par le Gouvernement de la Guinée Equatoriale
- Un Expert en politiques d'utilisation des terres recruté grâce au financement du projet REDD-PAC

Ressources matérielles

Les ressources matérielles de la COMIFAC sont constituées des immobilisations incorporelles, matérielles, des installations et agencements ainsi que d'autres biens meubles.

Certaines de ces immobilisations ont été cédées par les partenaires et le Ministère des Forêts et de la Faune du Cameroun (MINFOF) sans pour la plupart aucune information sur leurs valeurs d'acquisition. D'autres ont été acquis pour l'exercice 2013 par les fonds propres de l'institution, notamment une réserve d'eau de 2m³ et un bureau et fauteuil. De manière générale, la plupart des équipements de l'institution (80%) nécessitent leur renouvellement du fait de leur âge dépassant leur durée de vie. Une partie de ces équipements (matériel roulant) ont été refondues et vendues.

Ressources humaines

L'équipe COMIFAC

Personnel statutaire



Raymond MBITIKON
Secrétaire Exécutif



Martin TADOUM
Secrétaire Exécutif Adjoint – Coordonnateur Technique



Etienne MASUMBUKO
Directeur Administratif et Financier

Personnel technique et d'appui



Valérie TCHUANTE TITE
Expert en Suivi-Evaluation



Chouaibou NCHOUTPOUEN
Expert chargé de la biodiversité et désertification



Michel NDJATSANA
Expert en Environnement



Médard MAVOUNGOU BAFOUKA
Spécialiste en Communication



Florantine Mapeine ONOPIANG
Experte Juriste



Sem NDITIFEI
Expert Socio-économisme spécialiste Genre



Jean Claude NDO EKOU MOU
Conseiller Senior Gouvernance Forestière



Mariano Luis ESONO NDEMESOGO ANGUE
Expert en politiques d'utilisation des terres



Peguy TONGA KETCHATANG
Expert en Politiques d'utilisation des terres



Elisabeth KOUAM AYUK
Assistante administrative



Jean Claude KENFACK
Comptable



Céline NANA
Secrétaire



Luc ESSI
Agent d'entretien



Justin BEKONO METET
Chauffeur



Antoine NDJOCK
Chauffeur



Théophile ONDOUA
Chauffeur



Christophe TCHUADEU
Chauffeur

Personnel du l'Unité de Gestion du Programme PACEBCo



Bihini WON WA MUSITI
Coordonnateur Régional PACEBCo



Jean Claude MBAINDOMAL MBAIKOUDOU
Responsable Administratif et Financier



Jean Patrice NNA
Spécialiste en acquisitions



Yantio Yantio DEBAZOU
Spécialiste en Suivi-Evaluation



Diomède MANIRAKIZA
Spécialiste en Développement Local



Jérôme GUEFACK
Spécialiste en TIC



Felix YOH
Assistant au Programme



Rosette MATIO EBAH
Comptable



Marie-Josée NGON MBONDO Ep. MBOGLE-TCHEKE
Secrétaire

Personnel de la Cellule régionale OFAC



Dr Francois HIOL HIOL
Expert Régional OFAC



Belmond DJOMO
Expert TI



Donald DJOSSI JOMHA
Expert TI

Personnel de l'Unité de Gestion du Projet régional REDD+



Hervé MAIDOU
Coordonnateur régional



NGO BOUM Lydie épouse NGUIMBOUS
Assistante Technique chargée du Suivi-Evaluation



Monique NDOME DIDIBA DINDE
Spécialiste en Passation de Marchés Sr



Nicholas PICARD
Assistant technique Carbone



Brice MAMOUC
Comptable



Clarisse Inès MBEN
Assistante de direction

Coordonnateurs Nationaux COMIFAC en 2013

Coordonnateur National **Burundi** : Félix NGENDABANYIKWA



Coordonnatrice Nationale **Cameroun** : Victoire EHETH ONGMOUTO



Coordonnateur National **Congo** : Joachim KONDI



Coordonnateur National **République Centrafricaine** : Yves YALIBANDA



Coordonnateur National **Gabon** : Raymond NDOMBA NGOYE



Coordonnateur National **Guinée Equatoriale** : Joseph BAKALE ESI



Coordonnatrice Nationale **Rwanda** : Adrie MUKASHEMA



Coordonnateur National **Sao Tome et Principe** : Sabino PIRES CARVALHO



Coordonnateur National **République Démocratique du Congo** : Godefroid NDAUKILA



Coordonnateur National **Tchad** : Barnabas Guy-vi GUILOU FACHO





Commission des Forêts d'Afrique Centrale

*Une dimension régionale pour la conservation
et la gestion durable des écosystèmes forestiers*



www.COMIFAC.org

COMIFAC